

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs en raison de l'optimisation de l'organisation des services municipaux et dans l'intérêt général.

Concernant les postes permanents, il est proposé de se prononcer sur la création de deux cent trente et un postes, la suppression de six cent quatre-vingt-dix-huit postes et l'ouverture de huit postes au recrutement d'un agent non titulaire. Ces évolutions sont majoritairement dues à la campagne des avancements de grades (quatre cent cinquante suppressions) et des promotions internes (neuf créations et suppressions), au reclassement des postes sur le nouveau cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture de catégorie B (deux cent treize créations et suppressions).

Il est également proposé de se prononcer sur la suppression de dix postes suite à des changements de besoin de la collectivité et sur la création de trois postes. Le premier d'adjoint administratif pour l'ouverture d'une nouvelle Maison pour Tous, le second d'attaché pour un poste de chargé de mission au Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen et le troisième d'administrateur pour un poste de responsable de la mission laïcité.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I. Créations et suppressions de postes permanents issues du fonctionnement des services

1. Créations de postes permanents

Filière administrative :

- Adjoint administratif : la création d'un poste à temps complet ;
- Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Rédacteur principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Attaché : la création de trois postes à temps complet ;
- Administrateur : la création d'un poste à temps complet ;

Filière Technique :

- Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Agent de maîtrise : la création de six postes à temps complet ;
- Technicien principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Ingénieur : la création d'un poste à temps complet ;

Filière animation :

- animateur : la création d'un poste à temps complet ;

Filière médico-sociale, sous filière médico-sociale :

- Auxiliaire de puériculture de classe normale : la création de quatre-vingt-trois postes à temps complet ;
- Auxiliaire de puériculture de classe supérieure : la création de cent trente postes à temps complet ;

Filière police municipale :

- Chef de service de PM : la création d'un poste à temps complet.

2. Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 17 mars 2022

Filière administrative :

- Adjoint administratif : la suppression de seize postes à temps complet ;
- Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la suppression de trente-trois postes à temps complet ;
- Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : la suppression de deux postes à temps complet ;
- Rédacteur principal de 2^{ème} classe : la suppression de quatre postes à temps complet ;
- Rédacteur principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Attaché : la suppression de quatre postes à temps complet ;
- Attaché principal : la suppression de deux postes à temps complet ;

Filière animation :

- Adjoint d'animation : la suppression de trente-neuf postes à temps complet ;
- Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la suppression de seize postes à temps complet ;
- Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;
- animateur : la suppression d'un poste à temps complet ;
- animateur principal de 2^{ème} classe : la suppression de deux postes à temps complet ;
- animateur principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;

Filière culturelle :

- Adjoint du patrimoine : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;

Filière technique :

- Adjoint technique : la suppression de cent quarante-huit postes à temps complet ;
- Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la suppression de soixante postes à temps complet ;
- Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : la suppression de six postes à temps complet ;
- Agent de maîtrise : la suppression de vingt-trois postes à temps complet ;
- Agent de maîtrise principal : la suppression de deux postes à temps complet ;
- Technicien : la suppression de deux postes à temps complet ;
- Technicien principal de 2^{ème} classe : la suppression de six postes à temps complet ;
- Technicien principal de 1^{ère} classe : la suppression de deux postes à temps complet ;
- Ingénieur : la suppression de trois postes à temps complet ;
- Ingénieur principal : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Ingénieur en chef : la suppression d'un poste à temps complet ;

Filière médico-sociale, sous filière sociale :

- ATSEM principal de 2^{ème} classe : la suppression de quarante-quatre postes à temps complet ;
- ATSEM principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;
- EJE de première classe : la suppression de sept postes à temps complet ;
- Assistant socio-éducatif : la suppression d'un poste à temps complet ;

Filière médico-sociale, sous filière médico-sociale :

- Auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe : la suppression de cent quatorze postes à temps complet ;
- Auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe : la suppression de cent trente-trois postes à temps complet ;
- Cadre de santé de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Cadre de santé de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Puéricultrice de classe supérieure : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes : la suppression d'un poste à temps complet ;

Filière police municipale :

- Gardien-brigadier de PM : la suppression de douze postes à temps complet ;
- Brigadier-chef principal de PM : la suppression de deux postes à temps complet ;
- Chef de service de PM principal de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;

Filière sportive :

- Educateur territorial de APS : la suppression d'un poste à temps complet.

II. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 confirmations

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184909-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.